



28 janvier 2021. cosignature d'une tribune en faveur de droits nouveaux dès 18 ans et d'un « minimum jeunesse ».

Une opportunité s'ouvre pour un « minimum jeunesse »

S'il est juste qu'une société se juge à la façon dont elle traite sa jeunesse, alors il est urgent d'agir. D'ordinaire plus touchée que toute autre génération par le chômage, la grande pauvreté et le mal-logement, la voici frappée plus encore par la crise économique et sociale que charrie la pandémie derrière elle.

La réalité nous alarme. Avec les difficultés financières, s'accroissent les difficultés à se nourrir, se loger, se soigner, poursuivre des études, accéder à stage ou un premier emploi... Le présent devient pesant et l'avenir incertain. La jeunesse s'enfonce dans la précarité et l'indifférence générale l'accompagne.

Être jeune est une épreuve, un rite initiatique parfois cruel. Quelle est donc cette étrange nation qui décide d'une majorité sur le plan pénal à 16 ans dans les faits, sur le plan civique à 18 ans et sur le plan social qu'à 25 ans ? N'est-il pas temps de revenir de ce truisme si souvent partagé : la jeunesse doit en baver et ses devoirs passent avant ses droits ?

Au cœur de la crise, des voix s'élèvent pourtant. Elles invitent notre regard, et plus encore notre conscience, à se tourner vers cette jeunesse. Des voix qui s'additionnent les unes aux autres devant l'évidente et urgente nécessité mais que le Président de la République refuse obstinément d'entendre.

Les dernières annonces du gouvernement ne sont à la hauteur de la détresse qui ronge les jeunes aujourd'hui. La réponse ne peut se réduire à enjoindre aux jeunes "de se bouger" pour s'en sortir ; aujourd'hui, il faut se bouger pour la jeunesse. Pas des petites aides, gadgets, numéros verts ou sites internet : nous demandons des mesures urgentes et fortes.

Mais parer à l'urgence sera insuffisant si cela ne s'accompagne pas d'une réflexion de fond.

La souffrance de la jeunesse sera celle de tout un pays et de son avenir si nous n'agissons pas. Cette génération Covid est aussi la génération Climat, celle qui manifestait il y a quelques mois encore, nous enjoignant par les rues à la justice et à la défense de l'environnement. Coincé entre une planète qui étouffe et un quotidien confiné, peut-on raisonnablement grandir, se construire et embrasser l'avenir le cœur léger ?

Cette jeunesse est pourtant la clef du monde que nous avons à construire et son sort déterminera celui de notre pays. En cela, elle nous oblige. Lui donner les moyens de vivre dignement, d'imaginer l'avenir autrement que par les traits qu'elle lui prête, et lui permettre de prendre part au grand dessein d'un monde qui change.

Allié objectif de la droite sénatoriale, le gouvernement vient malheureusement de se prononcer



28 janvier 2021. cosignature d'une tribune en faveur de droits nouveaux dès 18 ans et d'un « minimum jeunesse ».

au Sénat contre un texte qui proposait de doter les jeunes d'un revenu minimum via l'ouverture du RSA dès 18 ans. Nous l'interpellons pour qu'il apprenne enfin de ses erreurs et évolue rapidement sur une question qui devient un enjeu de survie pour une part croissante de notre jeunesse.

Nous en appelons aux parlementaires pour qu'ils se saisissent de l'opportunité qui s'ouvre d'instituer une "minimum jeunesse". La proposition de loi "AILLES" visant à instituer un revenu de base à 18 ans et une dotation en capital de 5000€ pour démarrer dans la vie sera débattue à l'Assemblée nationale ce 18 février. Avant, elle aura fait l'objet d'une concertation citoyenne inédite en ligne sur *Parlement & Citoyens*, où des milliers de citoyennes et citoyens se sont exprimés.

Nous souhaitons un débat exigeant, apaisé, dans lequel chacun pourra faire valoir son point de vue, écouter la contradiction, accepter d'être convaincu ou nourrir l'ambition de convaincre. Nous le devons à notre jeunesse.

Mais aura-t-il lieu ? Pour le gouvernement, cette proposition a comme principal défaut de venir de l'opposition. Que la majorité ne balaie pas d'un revers de la main ce débat et cette consultation citoyenne ! Qu'elle se saisisse de cette opportunité pour agir ! Elle est une interpellation de l'Exécutif dans un moment inédit d'urgence pour les jeunes.

Ayons le courage de mesures fortes, n'esquivons aucun débat pour donner à la jeunesse les moyens de son autonomie et tracer le chemin de son émancipation.